



HAL
open science

La science doit achever sa décolonisation

Patrick Petitjean

► **To cite this version:**

Patrick Petitjean. La science doit achever sa décolonisation. *La Recherche*, 2006, 402, pp.61-64.
halshs-00114991

HAL Id: halshs-00114991

<https://shs.hal.science/halshs-00114991v1>

Submitted on 20 Nov 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Physicien nucléaire, Patrick Petitjean s'est orienté vers l'histoire des sciences au début des années 1980. Il a ainsi participé à la création du laboratoire REHSEIS (Recherches Epistémologiques et Historiques sur les Sciences Exactes et les Institutions Scientifiques) du CNRS à Paris, au sein duquel il a développé la thématique « science et Empires ». Il travaille actuellement au REHSEIS sur la création de la division des sciences naturelles de l'Unesco.

Patrick Petitjean *et al* (eds), *Science and Empires*, Kluwer Academic Publishers, 1992
Patrick Petitjean (ed.), *Les sciences coloniales. Figures et institutions*, ORSTOM Editions, 1996

La Recherche : *L'article 4 de la loi du 23 février 2005 – finalement abrogé – a soulevé d'intenses polémiques car il demandait aux enseignants d'insister sur les « rôle positif de la présence française outre-mer ». La recherche scientifique relève-t-elle, selon vous, de ce « rôle positif » ?*

Patrick Petitjean : Tout dépend de quel point de vue on se place. Du point de vue du colonisateur, la colonisation a en effet été un grand moment de progression du savoir scientifique. On peut distinguer deux périodes. Au XVIII^{ème} siècle, avec les grandes expéditions, on assiste à une accumulation de données sur la géographie, le climat, la faune ou la flore des pays qui vont être colonisés. Ensuite, à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la science coloniale devient une science appliquée. Il s'agit de mettre en valeur les territoires colonisés par la prospection minière, la sylviculture ou l'agronomie, mais aussi de résoudre les problèmes pratiques posés par la colonisation : lutter contre les maladies tropicales qui déciment les colonisateurs, par exemple. Mais du point de vue du colonisé, en revanche, il est difficile de parler d'aspects positifs, car la science coloniale s'est largement construite au détriment des savoirs des peuples colonisés, en particulier en sciences naturelles.

Peut-on aller jusqu'à parler d'un pillage des savoirs des peuples colonisés par les colonisateurs ?

Tout dépend des époques. Au XVIII^{ème} siècle, les scientifiques des grandes explorations ont recours à des informateurs locaux. Ainsi, au milieu du XVIII^{ème} siècle, le botaniste Georg Everhard Rumpf reconnaît dans son livre *Herbarium Amboiense* emprunter une partie de sa nomenclature aux savoirs locaux. Au cours de la première moitié du XIX^{ème} siècle, apparaît ensuite une distinction entre d'un côté la science moderne, nécessairement occidentale, et de l'autre, les croyances ou savoirs traditionnels. Cependant, au XX^{ème} siècle, à l'époque de la mise en valeur des colonies, certains scientifiques coloniaux sauront adopter une position moins idéologique en prenant en compte les savoirs traditionnels. C'est par exemple le cas de l'agronome Auguste Chevalier qui publie *Les plantes utiles en Afrique*, inspiré des connaissances traditionnelles. Après sa mort, son laboratoire au Museum devient le laboratoire d'ethnobotanique qui existe toujours.

Comment expliquez-vous cette négation des savoirs des peuples colonisés qui apparaît au XIX^{ème} siècle ?

Elle va de pair avec la volonté de cette époque de classer et de mesurer les différences entre individus (avec la notion de race, par exemple), mais aussi entre civilisations. La science devient alors la mesure du degré d'évolution d'une civilisation, étant entendu que les plus arriérées devront passer par une succession d'étapes pour atteindre le stade le plus évolué : celui de la civilisation occidentale et de sa science. D'où l'idée de « mission civilisatrice » du colonisateur, qui apparaît pour la première fois en 1885 dans un discours du Premier Ministre Jules Ferry. Ce mélange d'eurocentrisme et de scientisme (la science est considérée comme fondamentalement altruiste) qu'exprime la « mission civilisatrice » a fait l'objet d'un quasi consensus des années 1880 aux années 1930.

Vous avez écrit que « la science a joué en France le rôle idéologique que jouèrent, dans d'autres pays, la liberté de commerce ou la religion » (1). A quoi faites-vous allusion ?

Toutes les entreprises coloniales ont eu besoin de se justifier. La première, celle de l'Espagne au XVI^{ème} siècle, s'est menée au nom de la religion puisqu'il s'agissait d'apporter la vraie foi à des peuples dont on se demandait alors s'ils avaient, ou non, une âme. A mon sens, les théories scientifiques sur les races qui fleurissent au XIX^{ème} siècle perpétuent ce rapport hiérarchique qui pose une distinction essentielle entre le colonisateur et le colonisé : on ne se demande plus si le colonisé a une âme, mais on montre qu'il appartient à une autre race, inférieure. La Société d'Anthropologie de Paris, fondée par Paul Broca en 1859, développe toute une typologie des races humaines, fondées sur des mesures physiques du visage ou du crâne. Cette utilisation de la science comme justification idéologique de la colonisation a été plus marquée dans l'Empire français que dans son homologue britannique, pour qui la défense de la liberté de commerce suffisait à justifier la colonisation.

Les Empires britanniques et français avaient-ils des rapports à la science très différents ?

Le rôle de la science dans les différentes phases de la colonisation (inventaire et accumulation de données pendant la période des explorations, puis mise en valeur insistant sur les aspects appliqués dans la période de colonisation proprement dite) et la progressive institutionnalisation d'une science coloniale sont comparables dans les deux Empires. Le savant est partout une figure emblématique de la colonisation. Avant l'exposition coloniale de 1931, les éditions Larose ont par exemple publié une collection « vies coloniales ». Les médecins, les officiers, les colons, les missionnaires, les administrateurs... et les savants (2) ont eu droit à leur volume.

La principale différence est, outre le rôle plus grand en France de la science comme justification idéologique dont nous venons de parler, le rapport différent aux savoirs des pays colonisés. Sans doute parce qu'il ignorait l'approche assimilationniste française qui prétendait théoriquement – même si l'on en était très loin dans les faits – faire de tout sujet de l'Empire un citoyen français, l'Empire britannique s'est montrée plus apte à reconnaître l'existence de sciences ou de savoirs propres aux pays qu'il colonisait et même l'existence de scientifiques.

En Inde, une partie de l'élite locale s'est attelée, avec succès, à la « naturalisation » des connaissances scientifiques apportées par les Britanniques dans leur propre culture. Kapil Raj (3) a montré comment les topographes britanniques ont beaucoup travaillé avec des mathématiciens et des techniciens indiens pour dresser la carte du pays. L'Inde est d'ailleurs un cas exceptionnel, puisque c'est le seul pays colonisé où émerge une véritable communauté scientifique nationale.

Vous faisiez allusion à l'institutionnalisation de la science coloniale : quelles en ont été les étapes en France ?

Elle débute avec le mouvement des sociétés savantes au XIX^{ème} siècle. Les sociétés de géographie, de botanique, de zoologie ou d'ethnologie font connaître les richesses des terres colonisées par des récits de voyage, des publications, des conférences publiques. Elles soutiennent financièrement les grandes expéditions à la fois scientifiques et militaires, dont la première est celle de Bonaparte en Egypte. Le Museum d'Histoire naturelle, en perte de vitesse, leur emboîte le pas, en créant par exemple en 1854 la société zoologique d'acclimatation (et son jardin d'acclimatation, qui existe toujours à Neuilly). La société d'acclimatation s'affranchit ensuite de la tutelle du Museum pour devenir un groupe de pression influent, qui regroupe hommes politiques, fonctionnaires, savants, industriels et propriétés agricoles. Comme les autres sociétés savantes, elle fait partie de ce que l'on appelle le « parti colonial » : un groupe de pression, formé de personnalités et d'organisations intéressées à l'expansion coloniale qui agissent de concert à partir des années 1880 pour pousser les feux de l'entreprise coloniale, à une époque où cette dernière est encore loin de faire consensus dans les milieux dirigeants. Un groupe parlementaire, qui compta jusqu'à 112 députés, fut fondé en 1892 sous le nom de « parti colonial français » et obtint la création d'un ministère des colonies deux ans plus tard.

Quelle a été la participation des scientifiques à ce « parti colonial » ?

Des sociétés savantes, mais surtout des scientifiques du Muséum y occupèrent une place active, comme le botaniste Auguste Chevalier, le phyto-pharmacien Émile Perrot, le spécialiste de la faune maritime Abel Gruvel, ou le minéralogiste Alfred Lacroix (qui présida l'Institut Pasteur dans les années 1930 et fut secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences de 1914 à 1948). Des dizaines de scientifiques sillonnent les colonies. L'aile scientifique du « parti colonial » crée en 1922 l'Académie des Sciences Coloniales... qui existe encore aujourd'hui sous le nom d'Académie des Sciences d'Outre-Mer.

Après la Première Guerre mondiale, ce « parti colonial » connaît son heure de gloire, puisque ses idées sont reprises par le plan Sarraut de 1922 (4) qui prévoit la mise en valeur rationnelle des colonies : recherches minières, développement de plantations, acclimatation de plantes, développement agricole, irrigation, infrastructures routières permettant les exportations, médecine et éducation coloniales, etc... Ce faisant, il reprend la vieille idée de « mission civilisatrice » de la colonisation, qui permettra aux indigènes de développer les terres qu'ils habitaient tout en étant incapables de les mettre en valeur. L'entre-deux-guerres marque l'apogée de l'idéologie coloniale, avec notamment l'exposition coloniale de Paris en 1931. A cette occasion, l'Association Colonies-Sciences, créée en 1926 par l'agronome

Auguste Chevalier, organise un premier Congrès des sciences coloniales, suivi d'un second pour l'exposition universelle de 1937.

Que réclame cette Association Colonie-Sciences ?

Davantage de soutien public aux scientifiques coloniaux, qui ont des problèmes de financement, de carrière, de reconnaissance. L'entre deux guerres est une période où l'on discute beaucoup de l'organisation du système scientifique français, et le lobbying de l'Association Colonie-Sciences s'inscrit dans ce contexte. Il ne tarde d'ailleurs pas à porter ses fruits. Le gouvernement du Front Populaire crée un Comité pour la science d'Outre-mer, qui est transformé en 1943 par le gouvernement de Vichy en un Office Scientifique de Recherche Coloniale, statutairement indépendant du CNRS.

Que devient ensuite cet Office Scientifique de la Recherche Coloniale ?

Peu actif, sinon en France même (après 1943 l'essentiel de l'Empire échappe à Vichy), il se développe rapidement à la Libération autour des idées de mise en valeur des colonies. La participation de l'État au budget de l'ORSC passe de 1 million en 1944, à 63,4 millions en 1946 ! L'expansion de l'ORSC se fait dans trois directions : formation des chercheurs devant travailler dans les colonies ; mise en place d'un cadre professionnel permettant aux chercheurs de faire carrière dans les colonies ; et création de 13 centres de recherches dans les colonies entre 1945 et 1955.

Après les indépendances, il devient l'ORSTOM (Office de Recherche Scientifique sur les Territoires d'Outre Mer), mais je trouve, pour ma part qu'il a tardé à rompre avec ses origines, même devenu en 1998 l'actuel Institut de Recherche sur le Développement. Les recherches menées à l'ORSTOM, et même à l'IRD, restent encore partiellement marquées par une conception du développement très proche de la « mise en valeur » héritée de la période coloniale, qu'on peut encore entendre aujourd'hui au Brésil à propos de l'Amazonie. Elles sont restées trop longtemps de l'aide et non un échange où l'autre est véritablement reconnu comme égal, et cela même sous couvert de tiers-mondisme prôné par beaucoup de chercheurs de cet institut dans les années 1970.

Vous semblez très critique à l'égard de l'évolution de l'ORSTOM...

Je constate qu'il a manqué l'évolution plus radicale qui s'est opérée dans l'immédiat après-guerre autour de l'Unesco. Sous l'impulsion du biochimiste britannique Joseph Needham, l'Unesco a développé un « principe de périphérie » qui consistait à faire connaître l'apport des recherches menées loin des centres scientifiques majeurs (Europe, Etats-Unis, et, à l'époque, URSS), et à y conforter le développement de communautés scientifiques. C'était une alternative à l'opposition dominante avant guerre entre science de pointe européocentrée, et science coloniale vouée aux seules applications. Cette politique de l'Unesco se fondait sur les travaux de Needham, qui était aussi un grand historien des sciences. Dans ses recherches devenues classiques sur la science chinoise (5), Needham avait montré l'inanité d'une vision par étapes de l'histoire des sciences, débutant avec les Grecs et s'achevant de nos jours en ne se déroulant qu'en Europe. Needham montrait ainsi que la science chinoise s'est développée

parallèlement à la science occidentale jusqu'au début du XIX^{ème} siècle et qu'elles étaient alors de niveau comparable. Needham insiste aussi sur l'importance des échanges scientifiques entre la Chine et l'Occident, sans lesquels, dit-il, la Révolution scientifique de la Renaissance n'aurait pu avoir lieu. D'autres historiens ont aussi montré l'importance des contributions arabes au développement des connaissances scientifiques, refusant de les interpréter comme une simple transmission entre la Grèce antique et la renaissance européenne. Conclusion : la science occidentale n'existe pas, et son européocentrisme n'est qu'une reconstitution héritée de l'histoire coloniale et de sa longue négation des savoirs des peuples colonisés.

(1) P. Petitjean, « Science and the “Civilizing Mission” : France and the Colonial Enterprise », in B. Stutchey (ed), *Science Across the European Empires, 1800-1950*, Oxford University Press, Oxford, 2005, pp.107-128.

(2) E-G. Martonne, *Le savant colonial*, Larose, 1930

(3) K. Raj, « Connexions, croisements, circulations. Le détour de la cartographie britannique par l'Inde, XVIII^e-XIX^e siècles » in M. Werner, B. Zimmermann, S. Conrad (eds) *De la comparaison à l'histoire croisée*, Le Seuil, collection Le Genre humain, Paris, 2004

(4) A. Sarraut, *La mise en valeur des colonies françaises*, Payot, 1930

(5) J. Needham, *La science chinoise et l'occident*, Le Seuil, Paris, 1973